

CAP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1079

VENDREDI 23 JANVIER 2015

Dispositif de tirage BREST CTC

Et maintenant?

Presque deux semaines après les immenses rassemblements du 11 janvier, comment être à la hauteur des attentes des millions de Français qui sont descendus dans la rue?

Il existe d'abord une réponse politique, voire morale, comme l'a indiqué Marylise Lebranchu. «**La douleur est vive, celle des proches des victimes est immense, et notre émotion à tous restera. Que faire maintenant? Soutenons ceux qui ont payé pour les petites mailles déchirées du tissu de nos valeurs, parlons aux plus jeunes de notre histoire, chantons notre hymne, faisons attention à chacune de nos phrases et n'entrons pas dans les jeux dangereux des communautés qui s'échappent du vivre ensemble. Chaque citoyen a sa responsabilité**», a insisté la ministre de la Fonction publique.

Mais face à l'urgence et la possibilité de nouveaux actes terroristes sur notre territoire, le président de la République a décidé de renforcer les forces de sécurité publique par le déploiement de 10 000 militaires sur le théâtre national pour assurer la sécurisation de «*points sensibles*» sur l'ensemble du territoire.

Cet engagement sans précédent sur le théâtre national a conduit à multiplier par treize l'effectif des armées engagé dans le cadre de Vigipirate avant les attentats. Il constitue un effort conséquent pour nos armées, par ailleurs fortement déployées sur les théâtres d'opération extérieure. Il sera adapté aux évolutions de la situation sécuritaire. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, met en application les décisions du chef de l'État.

À Ergué-Gabéric, où il inaugurerait le 16 janvier une usine du groupe



Un effort sans précédent

Bolloré, Manuel Valls a été très clair : «**Contre les terroristes et les complices nous serons implacables!**»

Le gouvernement doit aussi poursuivre son action et l'amplifier pour protéger les Français et combattre, partout où ils se trouvent, ceux qui cherchent à nous atteindre. Pour être efficace, la réponse doit être globale, à l'extérieur des frontières où nos forces armées sont et continueront à être engagées aux côtés de la coalition internationale et sur le territoire national, où les phénomènes de radicalisation conduisent au terrorisme.

Le renseignement est un élément fondamental de la lutte contre les terroristes qui tentent de frapper des ressortissants français. Pour Jean-Jacques Urvoas, président de la commission des lois, spécialiste de cette question et membre de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité il faut aussi, rapidement, donner plus de moyens aux services chargés de surveiller les terroristes, de manière à pouvoir les neutraliser avant qu'ils ne passent à l'acte.

Le 13 février, Jean-Jacques Urvoas et Patricia Adam, présidente de la commission Défense à l'Assemblée, animeront une réunion au local du PS à Brest, sur les enjeux de l'après 7 janvier.

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 22/01/2015



Main invisible?

Selon une étude publiée par l'ONG Oxfam, la richesse cumulée des 1% les plus riches de la planète dépassera très rapidement la richesse que possède le reste de la population mondiale.

Lorsqu'on arrive à de telles proportions, les chiffres ne veulent plus rien dire.

Mais cette annonce doit encore plus convaincre l'ensemble des militants progressistes qu'il est indispensable de mettre en place des mécanismes de redistribution, au sein des États, mais aussi entre les pays. Nous voyons où mène le libéralisme débridé : à une concentration des richesses entre les mains d'une petite minorité de privilégiés, toujours plus restreinte.

Cette statistique prouve à l'évidence que la main invisible du marché n'existe pas. Ou alors elle appartient à un pickpocket qui fait les poches des pauvres.

PS29

Chiffre de la semaine

120

C'est le nombre de start-up françaises présentes au salon mondial de l'électronique de Las Vegas. La France constitue la seconde délégation, derrière les États-Unis.